

**DÉCISION N° 1606/2018 DU 19 NOVEMBRE 2018**

**ATTRIBUTION DE MARCHÉ  
TRAVAUX DE MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT  
SUR LE SECTEUR DE L'ANSE A BROSSARD A SAINT-PIERRE**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** l'article 42-2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 15 l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** les crédits inscrits au budget de la Collectivité Territoriale
- VU** l'avis de marché en date du 26 octobre 2018 pour la réalisation d'un réseau séparatif pour la récupération des eaux pluviales à l'Anse à Brossard à Saint Pierre
- VU** le procès-verbal de la commission des marchés à procédure adaptée en date du 7 novembre 2018

**DÉCIDE**

**Article 1** : Le marché pour la réalisation d'un réseau séparatif pour la récupération des eaux pluviales à l'Anse à Brossard à Saint Pierre est attribué à Guibert Frères SARL pour un montant de quarante-neuf mille sept cent trente-trois euros (49 733,00 €).

**Article 2** : La dépense sera imputée au chapitre 23, nature 23151 du budget territorial.

**Article 3** : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Transmis au représentant de l'État**

**Le 20/11/2018**

**Publié le 20/11/2018**

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Pour le Président  
Le 1<sup>er</sup> Vice-Président**

**Bernard BRIAND**

#### **PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

*(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*